



HAL
open science

Les fonctionnaires face à l'élection présidentielle de 2017

Luc Rouban

► **To cite this version:**

Luc Rouban. Les fonctionnaires face à l'élection présidentielle de 2017: étude n°4. [Rapport de recherche] Centre de recherches politiques de Sciences Po. 2017, pp.9. hal-01622817

HAL Id: hal-01622817

<https://sciencespo.hal.science/hal-01622817>

Submitted on 24 Oct 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'ENQUÊTE ÉLECTORALE FRANÇAISE : COMPRENDRE 2017



LA NOTE / #31 / vague 11

Février 2017

LES FONCTIONNAIRES FACE À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2017 (ÉTUDE N° 4)

L'analyse des intentions de vote des fonctionnaires en février 2017 montre qu'a émergé une demande forte de politique centriste. Cette demande est liée au rejet de la candidature de François Fillon entachée par une affaire mettant en cause l'éthique du milieu politique alors que les fonctionnaires ont fait eux-mêmes l'objet de nouvelles mesures visant à renforcer leur déontologie. Ce recentrage de l'électorat fonctionnaire, qui se traduit par une attraction indéniable pour la candidature d'Emmanuel Macron, signifie également que le lien historique avec le Parti socialiste s'est sensiblement distendu. Il ne vient pas non plus démentir l'ancrage du Front national dans les catégories les plus modestes de la fonction publique dont la crise s'est invitée avec force dans la campagne électorale.

Méthodologie : Les résultats reposent sur les vagues 9 et 11 de l'Enquête électorale française, réalisées entre le 2 et le 8 décembre 2016 et entre le 7 et le 13 février 2017 auprès de 18 013 et de 15 874 personnes interrogées selon la méthode des quotas.

Luc Rouban

Cette note constitue le quatrième volet d'un suivi régulier des intentions de vote des fonctionnaires pour l'élection présidentielle de 2017.

En décembre 2016, les résultats de la vague 9 donnaient beaucoup d'amplitude aux résultats potentiels selon l'offre de candidature, puisque les salariés du public, toutes catégories confondues, pensaient voter pour un candidat de gauche entre 29% et 39,5% alors que les salariés du privé se situaient entre 22% et 30%. Les candidats du centre (en y incluant Emmanuel Macron) et de la droite réunissaient alors entre 39% et 49% des suffrages du secteur public (entre 46% et 54% dans le secteur privé) alors que Marine Le Pen voyait sa position s'effriter entre 21% et 22% (entre 23% et 24% dans le privé).

En février 2017, un processus de cristallisation électorale apparaît du fait de la stabilisation de l'offre de candidature dont la seule inconnue reste celle de François Bayrou, du moins si l'on part de l'hypothèse que François Fillon reste le candidat des Républicains. Les salariés du public voteraient pour un candidat de gauche entre 35% et 36%, ceux du privé entre 27% et 29%, cette proportion augmentant en l'absence de François Bayrou. Les candidats du centre et de la droite réunissent entre 41,5% et 45% des intentions de vote des salariés du public, cette fourchette s'établissant entre 47% et 49% dans le privé. Marine Le Pen se stabilise autour de 22% dans le

public et de 24% dans le privé. La droitisation de l'électorat fonctionnaire semble donc se confirmer à travers trois phénomènes : l'abandon persistant du candidat socialiste, le recentrage des intentions de vote et l'ancrage électoral du Front national.

I - L'émergence d'une force politique centriste

Les intentions de vote pour le premier tour de l'élection présidentielle de 2017 dépendent des hypothèses de candidature au centre, voyant se concurrencer potentiellement François Bayrou et Emmanuel Macron. On remarque donc que :

- l'ensemble des candidats de gauche obtient le meilleur score dans le secteur public, comme dans le secteur privé, en l'absence d'une candidature de François Bayrou, bien que cette amplitude ne joue que faiblement, sur un ou deux points ;
- Benoît Hamon attire toujours plus les suffrages potentiels des salariés du public que ceux du privé, et en proportions plus importantes qu'aurait pu le faire Manuel Valls ou Arnaud Montebourg dans les hypothèses testées en décembre 2016. Néanmoins, le déclin du candidat socialiste dans les rangs des salariés du public reste très sensible puisque ces derniers avaient voté en faveur de François Hollande au premier tour de l'élection présidentielle de 2012 à hauteur de 37% ;
- une véritable force centriste émerge à travers l'addition des suffrages potentiels en faveur de François Bayrou et d'Emmanuel Macron et atteint 30% dans le secteur public comme dans le secteur privé ;
- François Bayrou attire environ 7% des intentions de vote des salariés du public contre 10% en 2012 ;
- l'absence de François Bayrou ne profite guère à François Fillon qui voit le niveau d'intentions de vote en sa faveur dans le secteur public s'affaïsser depuis décembre 2016 puisqu'il y perd entre 6 et 9 points suivant les hypothèses testées alors ;
- le résultat de Jean-Luc Mélenchon est en baisse de 2 à 3 points dans le secteur public au regard de ce qu'il était en décembre 2016, ce qui s'explique par l'offre concurrente de gauche contestataire portée par Benoît Hamon. Il reste cependant supérieur aux 10% qu'il avait obtenus en 2012 ;
- Emmanuel Macron et Marine Le Pen sont au coude à coude dans le secteur public pour arriver en tête du premier tour si François Bayrou est candidat. Dans l'hypothèse de son absence, Emmanuel Macron devance Marine Le Pen.

Tableau 1 : Les intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 par secteur salarié et selon les hypothèses de candidature, en suffrages exprimés (%)
Source : Enquête électorale française 2017, vague 11

Hypothèses :	Candidature de François Bayrou		Absence de François Bayrou	
	Public	Privé	Public	Privé
Tous candidats de gauche dont :	34,5	27	36,3	28,7
J.-L. Mélenchon	12,5	10	13,8	10,7
B. Hamon	17,5	13,5	18,7	14,4
Tous candidats de la droite et du centre dont :	45	49,2	41,4	46,6
F. Bayrou	7,8	7,4	-	-
F. Fillon	12,2	16,5	13	17,4
E. Macron	22,4	22,5	25,8	26
M. Le Pen	21,6	23,8	22,3	24,5

II - L'hypothèse d'une candidature de François Bayrou

Si l'on part de l'hypothèse d'une candidature de François Bayrou, on peut observer certaines grandes tendances par fonction publique :

- Marine Le Pen obtient toujours ses meilleurs résultats dans la fonction publique hospitalière (FPH), ce qui confirme les analyses menées depuis le début de l'enquête, et progresse dans les trois fonctions publiques depuis décembre 2016 ;
- François Fillon perd beaucoup de terrain, notamment dans la FPH, qui reste en moyenne la fonction publique la plus orientée vers la droite parlementaire, puisqu'il passe de 21% d'intentions de vote en décembre 2016 à 13% ;
- Benoît Hamon obtiendrait ses meilleurs résultats dans la fonction publique territoriale (FPT), tout comme Jean-Luc Mélenchon, ce qui correspond à la congruence entre la sociologie de cette fonction publique, composée aux trois quarts d'agents de catégorie C, et l'offre politique d'une gauche affirmée.

En termes de dynamique électorale, on remarque que les intentions de vote en faveur de Jean-Luc Mélenchon qui étaient en décembre 2016 de 15% dans la FPE, de 17% dans la FPT, de 15,5% dans la FPH et de 14,8% dans les entreprises publiques, et qui n'avaient cessé de progresser depuis décembre 2015, se sont assez nettement réduites. En revanche, Marine Le Pen reprend du terrain puisqu'elle obtenait en décembre 2016 18,5% des suffrages dans la FPE, 19,4% dans la FPT, 21,5% dans la FPH et 25,4% dans les entreprises publiques. Il semble donc que la candidature de François Fillon ait fini d'exercer ses charmes.

Tableau 2 : Les intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 par fonction publique, hypothèse de candidature de François Bayrou, en suffrages exprimés (%)

Source : Enquête électorale française 2017, vague 11

	FPE	FPT	FPH	Entreprises publiques	Ensemble électoral
N. Arthaud	0,3	0,8	1,3	0,4	0,7
Ph. Poutou	0,5	1,5	0,6	0,5	0,7
J.-L. Mélenchon	12	13	12,5	13,3	11
Y. Jadot	2,6	2	2,4	2	2
B. Hamon	18,8	19,4	17,3	13,4	15,2
E. Macron	22,3	22	21,8	23	22
F. Bayrou	8,8	7	6	7,2	7,3
F. Fillon	12,6	11,5	13,2	11,4	15,3
N. Dupont-Aignan	2,6	2,6	2,2	2	2,7
M. Le Pen	19,4	20,2	22,7	26,3	23
N	2 128	793	463	1 093	14 092

Note : on écarte des calculs Jacques Cheminade dont le score oscille entre 0,1% et 0,2% des suffrages exprimés.

L'analyse par secteur montre notamment que la candidature de Jean-Luc Mélenchon régresse dans le monde enseignant, puisqu'il y obtenait 19% d'intentions de vote en décembre 2016, au profit de Benoît Hamon. Les candidats centristes (François Bayrou et Emmanuel Macron) attirent à eux deux 36% environ de leurs suffrages contre 25% en décembre 2016 alors que François Fillon perd quatre points. Néanmoins, le mouvement d'abandon de la gauche se poursuit chez les enseignants puisque l'ensemble de ses candidats n'obtient plus que 42% de leurs intentions de vote contre 48% en décembre 2016 et 56% en mai 2016. Marine Le Pen progresse légèrement chez les policiers et les militaires où elle gagne 1 point environ depuis décembre 2016. Ces derniers semblent également prendre leurs distances avec la candidature de François Fillon qui perd chez eux 10 points depuis décembre 2016 au profit également d'Emmanuel Macron.

Tableau 3 : Les intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 par métier et secteur, hypothèse de candidature de François Bayrou, en suffrages exprimés (%)

Source : Enquête électorale française 2017, vague 11

	Enseignants	Policiers et militaires	Salariés du privé
N. Arthaud	0,3	0	0,8
Ph. Poutou	0,4	0,3	0,8
J.-L. Mélenchon	14,5	3,4	10
Y. Jadot	3,6	0,6	1,7
B. Hamon	23,3	3,8	13,5
E. Macron	23,8	15,6	22,5
F. Bayrou	12,3	5,6	7,4
F. Fillon	13	17,8	16,5
N. Dupont-Aignan	1,4	5	2,8
M. Le Pen	7,5	47,8	23,8
N	948	320	9 615

Note : les « enseignants » représentent ici l'ensemble du monde enseignant comprenant les enseignants du second degré et du supérieur mais aussi les directeurs d'établissement.

L'analyse par catégorie confirme Marine Le Pen dans sa position de force aussi bien en catégorie B qu'en catégorie C où elle arrive toujours en tête des intentions de vote du premier tour. On peut également remarquer la forte attraction de la candidature d'Emmanuel Macron sur les cadres A de la fonction publique hors enseignement où il obtient près de 27% des intentions de vote contre 17,5% en décembre 2016.

Tableau 4 : Les intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 par catégorie, hypothèse de candidature de François Bayrou, en suffrages exprimés (%)

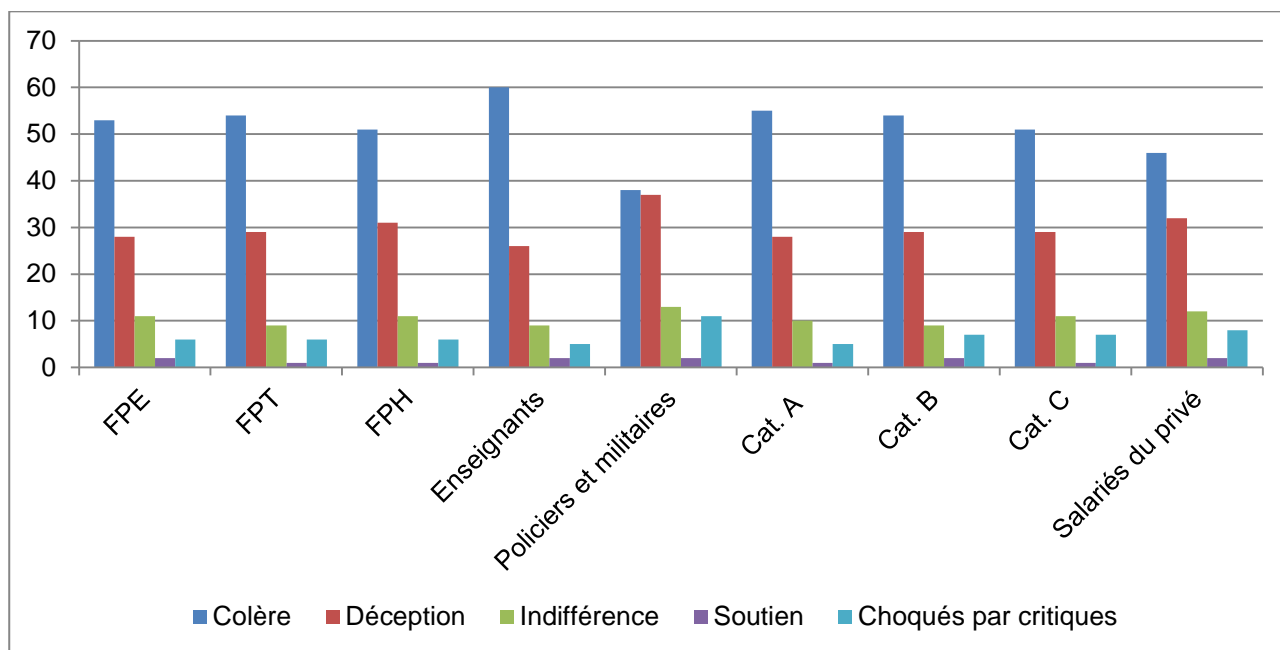
Source : Enquête électorale française 2017, vague 11

	Catégorie A	Catégorie A hors enseignement	Catégorie B	Catégorie C
N. Arthaud	0,5	0,8	0,7	0,6
Ph. Poutou	0,5	0,6	0,7	1
J.-L. Mélenchon	12	8,8	12	12,8
Y. Jadot	3,3	3,2	3	1,3
B. Hamon	20,2	17,5	21	16,2
E. Macron	25,3	26,8	19,6	20,2
F. Bayrou	11,5	9,3	6,7	5
F. Fillon	13	13,7	12	12
N. Dupont-Aignan	2	2,3	2,6	3,3
M. Le Pen	11,8	17	21,4	27,6
N	1 403	657	611	1 364

III - Les conséquences de « l'affaire Fillon »

Les évolutions enregistrées dans les intentions de vote ne sont pas sans lien avec les effets de « l'affaire Fillon ». D'une manière très générale, les fonctionnaires interrogés dans le cadre de l'enquête font état soit de leur colère pour plus de la moitié d'entre eux et sans que ni la nature de la fonction publique ni la catégorie hiérarchique ne joue sur la distribution des réponses alors qu'entre un quart et un tiers d'entre eux font état plutôt d'une déception. Seuls 10% environ des fonctionnaires se disent « indifférents », 2% en moyenne soutiennent François Fillon et 6% environ estiment que les attaques dont François Fillon a fait l'objet sont « scandaleuses ». La comparaison avec les réponses données par les salariés du privé montre que la colère est plus souvent mentionnée par les fonctionnaires.

Graphique 1 : les réactions face à « l'affaire Fillon » (%)
 Source : Enquête électorale française 2017, vague 11



Il en résulte que les appréciations des qualités propres à chaque candidat sont très contrastées. Sur le terrain de l'honnêteté, Benoît Hamon est placé largement en tête, suivi par Jean-Luc Mélenchon alors que cet ordre est inversé lorsqu'il s'agit d'apprécier la capacité de « comprendre les problèmes des gens (comme l'enquête) » et donc la proximité sociale. En revanche, François Fillon et Emmanuel Macron sont les préférés des enquêtés lorsqu'on les interroge sur le point de savoir si les candidats ont « l'étoffe d'un président de la République ». Néanmoins, François Fillon reste également l'un de ceux qui suscite le plus l'inquiétude chez les fonctionnaires (50% de la catégorie A), juste après Marine Le Pen (68% dans la catégorie A). Quant à la volonté de « vraiment changer les choses », elle est portée en priorité par Marine Le Pen puis par Jean-Luc Mélenchon. Les écarts entre fonctions publiques et catégories hiérarchiques varient en fonction de leur sociologie propre mais aussi des enjeux professionnels qu'elles portent.

Tableau 5 : Les caractéristiques des candidats par fonction publique et catégorie hiérarchique (%)
Source : Enquête électorale française 2017, vague 11

	FPE	FPT	FPH	Ent. Pub.	Cat. A	Cat. B	Cat. C	Privé
<i>Vous inquiète</i>								
F. Fillon	47	46	45	47	50	45	44	39
B. Hamon	25	21	21	24	23	23	24	24
M. Le Pen	59	54	54	52	68	57	47	53
E. Macron	23	24	24	25	22	24	24	22
J.-L. Mélenchon	28	23	20	26	28	26	23	27
<i>Étoffe d'un Président</i>								
F. Fillon	26	23	24	20	27	25	23	29
B. Hamon	15	17	14	14	15	17	15	12
M. Le Pen	18	19	19	22	12	19	24	20
E. Macron	24	22	29	22	24	21	22	21
J.-L. Mélenchon	14	16	13	15	14	15	14	12
<i>Veut vraiment changer</i>								
F. Fillon	20	21	20	17	22	20	20	23
B. Hamon	29	28	25	23	31	31	24	23
M. Le Pen	35	35	35	37	29	36	39	37
E. Macron	27	26	24	25	28	26	24	26
J.-L. Mélenchon	34	32	32	30	38	35	29	29
<i>Vous comprend</i>								
F. Fillon	8	7	8	9	7	8	8	11
B. Hamon	22	23	20	20	24	23	20	18
M. Le Pen	20	22	20	25	13	22	26	23
E. Macron	13	11	10	13	12	10	13	13
J.-L. Mélenchon	27	28	25	25	28	27	26	24
<i>Est honnête</i>								
F. Fillon	6	6	5	6	6	5	6	8
B. Hamon	29	27	24	23	32	29	23	22
M. Le Pen	10	11	11	15	5	12	15	12
E. Macron	18	17	16	17	19	15	17	16
J.-L. Mélenchon	25	24	20	23	27	23	22	20

Note : les caractéristiques présentées ici correspondent aux notes allant de 7 à 10 sur une échelle allant de 0 à 10.

III - L'hypothèse d'une absence de François Bayrou

L'absence de François Bayrou ne fait varier à la hausse les intentions de vote en faveur de François Fillon et de Benoît Hamon que de manière très limitée, de l'ordre d'un point dans chaque fonction publique, alors qu'elle profite mécaniquement à Emmanuel Macron qui arrive largement en tête du premier tour dans la FPE et la FPT, plus difficilement dans la FPH. Benoît Hamon n'arrive pas à se qualifier pour le second tour ni dans les fonctions publiques ni dans les entreprises publiques. François Fillon, quant à lui, se situe en quatrième position derrière Jean-Luc Mélenchon, sauf dans la FPE.

Tableau 6 : Les intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 par fonction publique, en l'absence de François Bayrou, en suffrages exprimés (%)

Source : Enquête électorale française 2017, vague 11

	FPE	FPT	FPH	Entreprises publiques	Ensemble électorat
N. Arthaud	0,3	0,6	0,2	0,5	0,7
Ph. Poutou	0,7	1,3	1	0,7	0,8
J.-L. Mélenchon	13,2	13,5	15	14,4	12
Y. Jadot	3	2,6	2,2	2,4	2,3
B. Hamon	20,3	20,3	18	14,8	16
E. Macron	26,2	24,7	25,7	25,7	25,2
F. Fillon	14	11,7	12,3	12,2	16,2
N. Dupont-Aignan	3	3,3	2	2	3
M. Le Pen	19,6	22	23,8	27	23,5

La répartition des intentions de vote par métier montre que le quart des enseignants choisissent Benoît Hamon mais que 29% d'entre eux préfèrent Emmanuel Macron. Chez les policiers et militaires, les intentions de vote en faveur de François Fillon s'effondrent depuis décembre 2016 puisqu'elles étaient alors de plus de 29%, un déplacement de 10 points que l'on retrouve au profit d'Emmanuel Macron, le niveau des intentions de vote en faveur de Marine Le Pen restant stable.

Tableau 7 : Les intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 par métier et secteur, en l'absence de François Bayrou, en suffrages exprimés (%)

Source : Enquête électorale française 2017, vague 11

	Enseignants	Policiers et militaires	Salariés du privé
N. Arthaud	0,3	0	0,8
Ph. Poutou	0,9	0,3	0,9
J.-L. Mélenchon	16	4,2	10,7
Y. Jadot	4,4	0,3	2
B. Hamon	25	4,2	14,4
E. Macron	29	19	26
F. Fillon	14,7	19	17,4
N. Dupont-Aignan	1,7	5,8	3,2
M. Le Pen	7,6	47,4	24,5

L'analyse plus détaillée par catégorie et par fonction publique montre que :

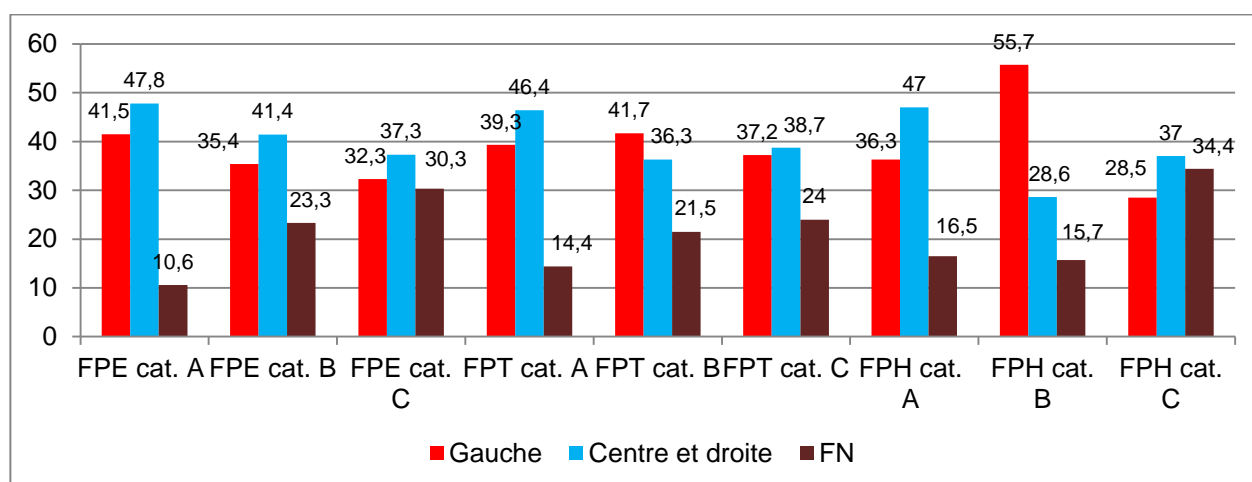
- François Fillon obtient ses meilleurs résultats dans la catégorie A de la FPT et de la FPE avec respectivement 16% et 15% des intentions de vote et son résultat le plus bas dans la catégorie B de la FPT avec 7% (14% en décembre 2016) ;
- Emmanuel Macron obtient ses meilleurs résultats chez les cadres, notamment dans la catégorie A de la FPH et de la FPE avec respectivement 33% et 31% des intentions de vote. Ses résultats les plus bas sont obtenus chez les cadres intermédiaires et les employés, notamment dans la catégorie C et B de la FPE avec 21% et 23% des intentions de vote ;
- Benoît Hamon obtient son meilleur score dans la catégorie B de la FPT avec 25,5% d'intentions de vote et dans la catégorie A de la FPE avec 22,3%. Son résultat le plus modeste est obtenu dans la catégorie C de la FPH avec 13% et dans la catégorie C de la FPE avec 17% des intentions de vote, ce qui semble être assez significatif de la rupture entre le Parti socialiste et le monde des fonctionnaires les plus modestes ;
- Jean-Luc Mélenchon atteint son plus haut niveau dans la catégorie C de la FPT et dans la catégorie A de la FPH avec 15% des intentions de vote (où il atteignait néanmoins 21,3% en décembre 2016) et son niveau le plus bas dans la catégorie A de de la FPT avec 10,5% des intentions de vote ;
- Marine Le Pen est à son plus haut niveau dans la catégorie C de la FPH et de la FPE avec respectivement 34,4% et 30% d'intentions de vote. Son étiage le plus bas est atteint dans la catégorie A de la FPE avec 10,6% d'intentions de vote (9,5% en décembre 2016).

Tableau 8 : Les intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017 par catégorie, en l'absence de François Bayrou, en suffrages exprimés (%)
Source : Enquête électorale française 2017, vague 11

	Catégorie A	Catégorie A hors enseignement	Catégorie B	Catégorie C
N. Arthaud	0,4	0,5	0,3	0,4
Ph. Poutou	0,7	0,5	0,8	1
J.-L. Mélenchon	13,7	10,7	13	13,7
Y. Jadot	4	3,6	3	1,4
B. Hamon	21,8	18,4	22	17
E. Macron	31	32	22,6	22,2
F. Fillon	14,5	14,6	12,8	12
N. Dupont-Aignan	2,2	2,8	3,2	3,6
M. Le Pen	12	17	22	28,7

Le graphique 2 donne une vue d'ensemble des rapports de forces entre l'ensemble des candidatures de gauche, du centre et de la droite (auxquelles on affecte Emmanuel Macron) et du Front national au sein des trois fonctions publiques en fonction de la catégorie professionnelle.

Graphique 2 : Répartition des intentions de vote par grande orientation politique dans chaque fonction publique et par catégorie (%)
Source : Enquête électorale française 2017, vague 11



Conclusion

Les effets de radicalisation engendrés par les primaires, qu'elles soient de la droite et du centre ou bien de la gauche, ont laissé un espace grand ouvert au centre qu'occupe Emmanuel Macron en l'absence d'une candidature de François Bayrou. Quelle que soit la décision de ce dernier, il n'en demeure pas moins vrai qu'une demande politique centriste forte a émergé, sans doute au regard des prises de position trop radicales de François Fillon quant à la réforme de l'État et à la réduction du nombre des fonctionnaires. Quant à « l'affaire Fillon », il est indéniable qu'elle a provoqué un choc éthique dans le monde des fonctions publiques qui se sont vues dotées, par une forme d'ironie de l'histoire, d'une loi sur la déontologie promulguée le 20 avril 2016. Il en a résulté un affaissement sensible des intentions de vote en faveur du candidat Les Républicains entre décembre 2016 et février 2017. Cette affaire, comme le recentrage politique des fonctionnaires, très visible au moins dans la catégorie A, n'ont cependant pas compensé le désaveu de l'offre politique socialiste. Benoît Hamon peine à rallier les fonctionnaires sur sa candidature car le progrès qu'il enregistre au regard des intentions de vote formulées en décembre 2016 en faveur de Manuel Valls ne s'explique que par le transfert de voix qui se portaient alors sur Jean-Luc Mélenchon. L'absence d'une vision claire de ce que doit être désormais le service public pèse fortement sur le vote des fonctionnaires.

Bibliographie et références documentaires

ROUBAN (Luc), *Les fonctionnaires face à l'élection présidentielle de 2017 (étude n° 3)*, CEVIPOF, Note n° 28, L'enquête électorale française : comprendre 2017, décembre 2016.

<http://www.enef.fr/les-notes/>

ROUBAN (Luc), *Les fonctionnaires face à l'élection présidentielle de 2017 (étude n° 2)*, CEVIPOF, Note n° 20, L'enquête électorale française : comprendre 2017, juin 2016.

<http://www.enef.fr/les-notes/>

ROUBAN (Luc), *Les fonctionnaires face à l'élection présidentielle de 2017 (étude n° 1)*, CEVIPOF, Note n° 14, L'enquête électorale française : comprendre 2017, mars 2016.

<http://www.enef.fr/les-notes/>

ROUBAN (Luc), *Le retour de l'autorité*, CEVIPOF, Note n° 10, L'enquête électorale française : comprendre 2017, février 2016.

<http://www.enef.fr/les-notes/>

ROUBAN (Luc), *Les fonctionnaires et le Front national*, CEVIPOF, Note n° 3, L'enquête électorale française : comprendre 2017, décembre 2015.

<http://www.enef.fr/les-notes/>

L'auteur

Luc Rouban
Directeur de recherche CNRS
luc.rouban@sciencespo.fr

Édition

Madani Cheurfa / Odile Gaultier-Voituriez

Réalisation

Marilyn Augé

L'Enquête électorale française

Le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) est le laboratoire de référence pour l'étude des attitudes politiques et l'analyse du comportement électoral. De novembre 2015 à juin 2017, le CEVIPOF déploie un dispositif inédit de recherche et notamment l'Enquête électorale française dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017.

En partenariat avec IPSOS et *Le Monde*, un panel de 25 000 Français, un autre de 1 000 jeunes de 16 à 18 ans et un dernier de 2 500 personnes non inscrites sur les listes électorales, sont interrogés 16 fois durant vingt mois.

L'Enquête électorale française, à l'instar des recherches conduites précédemment aux États-Unis, au Canada ou au Royaume-Uni, répond à quatre grandes questions :

> Quels sont les facteurs individuels et contextuels susceptibles d'ancrer un choix électoral ?

> Les variables dites lourdes (socio-démographie, religion et patrimoine) suffisent-elles à expliquer les choix électoraux ? Qu'en est-il des ressorts psychologiques du vote (émotions et personnalité) ?

> Quelle est l'influence des changements personnels, familiaux, professionnels ou encore géographiques sur le vote ?

> Enfin, quelles sont les formes de mobilisation politique des primo-votants ?

Pour ces recherches menées dans le cadre de l'Enquête électorale française, le CEVIPOF bénéficie du soutien du ministère de l'Intérieur.



www.enef.fr

cevipof.2017@sciencespo.fr

www.cevipof.com